COMÉDIE FRANÇAISE

Lot N°6 Assurance Risque Cyber

Dossier de consultation des assureurs

1° Cahiers des charges

- **CCTP : Définition et expression des besoins**

2° Éléments techniques

- **Questionnaire Risque cyber**
- **Statistique sinistre**

Actuellement, la Comédie Française est assurée depuis le 1er janvier 2023 par un contrat souscrit auprès de la compagnie WAKAM / DATTAK et du cabinet SARRE ET MOSELLE présentant des garanties de même nature que celles du cahier des charges avec les franchises suivantes :

- Responsabilité civile : **1 000 €**
- Frais et pertes divers : **1 000 €**
- Cyber fraude : **1 000 €**
- Paiement d'une rançon : **1 000 €**
- Pertes d'exploitation : **12 heures**

COMÉDIE FRANÇAISE

LOT N° 6 ASSURANCE RISQUES CYBER

DEFINITION ET EXPRESSION DES BESOINS EN MATIERE D'ASSURANCE DES RISQUES CYBER

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

CCTP

PREAMBULE

Le présent CCTP d'expression des besoins de l'acheteur public est établi conformément aux dispositions du « Guide des marchés publics d'assurance des collectivités territoriales et de leurs groupements » publié sous l'égide du CNCP et du Ministère de l'économie et des finances.

Il a pour objet de définir les garanties du contrat et sera complété par les conditions particulières, conventions spéciales et conditions générales de l'assureur candidat.

Les réserves des candidats par rapport aux dispositions du présent document doivent faire l'objet de spécifications précises dans l'annexe N°1 de l'acte d'engagement.
Les réserves au cahier des charges seront analysées au sens des dispositions de l'article 4.2 – Partie 3 du Guide précité et il sera donc vérifié leurs incidences économiques et si elles ne rendent pas l'offre irrégulière.

Elles devront être indiquées précisément dans l'annexe N°1 à l'acte d'engagement ou dans un document complémentaire.

I - IDENTIFICATION - ADMINISTRATION DU CONTRAT

1.1. SOUSCRIPTEUR

La Comédie Française représentée par sa Directrice générale en exercice

ADRESSE : Place Colette 75001 PARIS 01

1.2. ASSURE : La Comédie Française agissant tant pour son compte que pour le compte du Studio Théâtre

1.3. EFFET DU CONTRAT : 1er janvier 2027

1.4. ÉCHEANCE : 1er janvier

1.5. DUREE DU CONTRAT

5 ans avec possibilité de résiliation annuelle pour les 2 parties sous réserve d'un préavis de 6 mois avant l'échéance principale.

1.6. RESILIATION APRES SINISTRE

Il est convenu que l'assureur pourra utiliser la faculté de résiliation après sinistre prévue à l'article R. 113-10 du Code des assurances dans les conditions suivantes :

- Pour autant que le montant des sinistres réglés et raisonnablement provisionnés sur l'exercice concerné est égal ou supérieur au montant de la prime TTC annuelle de l'exercice concerné,
- La résiliation prend effet 6 mois à compter de sa notification au souscripteur.

1.7. CONDITIONS DE GARANTIE – MESURES DE SECURITE

- Il est convenu que pour les garanties de responsabilité, le présent contrat intervi**ent en 1ère ligne** nonobstant une éventuelle garantie dans le contrat de responsabilité civile du souscripteur qui interviendra en seconde ligne et à défaut ou complément des présentes garanties.

- Le contrat d'assurance garantit un risque aléatoire caractérisé par la survenance d'un évènement incertain et non connu de l'assuré.

- Ainsi, les garanties sont acquises sous réserve des réponses apportées au questionnaire Risque Cyber et de la mise en œuvre de bonnes pratiques en matière de sécurité informatique.

- Sauf dans le cas d'une déclaration acceptée par l'assureur :

  - **Sont exclus des garanties les sinistres trouvant leur origine ou touchant des éléments du système informatique utilisant un système d'exploitation dont le support fabriquant est terminé** (exemple WINDOWS 7).

  - **Sont exclus les sinistres causés ou subis sur le territoire des États Unis ou du Canada ou relevant de juridiction de ces pays.**

II - NATURE ET ETENDUE DES GARANTIES

2.1. OBJET DE LA GARANTIE

Le contrat a pour objet de garantir, à concurrence des montants de garanties indiquées à l'article 3.2 et sous application des franchises prévues à l'article 3.3, les risques suivants relevant de l'intitulé générique « Assurance Risque Cyber ».

Le présent contrat a pour objet de garantir les dépenses engagées par l'assuré résultant d'un risque de cyber attaque et notamment :

- D'une Cyber- malveillance ayant endommagé les actifs numériques de l'assuré,

- D'une cyber-extorsion

- D'une intrusion sur le réseau de l'assuré

- D'une attaque par déni de service

2.2. DOMMAGES

Le présent contrat a pour objet d'indemniser l'assuré des différents montants ci-après exposés :

- Les sommes versées, avec le consentement écrit de l'assureur, à la suite d'une extorsion.
- Les frais de reconstitutions de données engagés, avec le consentement écrit de l'Assureur, en cas d'atteinte à la vie privée, d'intrusion réseau, d'atteinte aux données ou d'une atteinte médiatique ou en cas d'extorsion.
- Les pertes d'exploitation subies ou les frais supplémentaires engagés avec le consentement écrit de l'assureur par l'assuré et résultant d'un fait dommageable garanti par le contrat.
- Les frais supplémentaires d'urgence – de gestion de crise – d'atteinte médiatique – d'expertise – de pénalité règlementaires

dès lors que le fait générateur du sinistre a eu lieu pendant la période de garantie.

2.3. FRAUDE

L'assureur garantit l'assuré contre les conséquences pécuniaires directes subies par lui-même résultant d'une fraude, d'une escroquerie, d'une extorsion, d'un vol ou d'un acte de malveillance ou de sabotage survenu et découvert pendant la période de garantie :

- Fraude informatique,
- Fraude téléphonique,
- Usurpation d'identité,
- Cyber extorsion.

2.4. RESPONSABILITE CIVILE

Dès lors que le fait générateur du sinistre a eu lieu pendant la période de garantie l'assureur garantit l'assuré contre les conséquences pécuniaires résultant de réclamations ayant pour origine :

- Une atteinte aux données, une intrusion réseau
- Une atteinte à l'image d'un tiers.
- Les pénalités règlementaires

Les conséquences pécuniaires comprennent les frais de défense.

III - MONTANT DES GARANTIES ET FRANCHISES

3.1. MONTANTS DE GARANTIE

La garantie s'exerce à concurrence **de 1 000 000 €** par sinistre et par année d'assurance.

Ce montant comporte les sous-limites suivantes :

Nature des garanties des garanties	**Montants des garanties Par sinistre et par année d'assurance**
Responsabilité Civile	**1 000 000 €**
Frais de reconstitution des données	**Compris**
Pertes d'exploitation	**Compris**
Cyber extorsion – Paiement d'une rançon Cyber détournement de fonds	**Compris**

Frais d'urgence et de gestion de crise	**Compris**
Atteinte à l'image	**25 000 €**
Frais consécutifs à une atteintes aux données et intrusion réseau – Frais supplémentaires Frais opérationnels- Expertise Protection juridique	**50 000 €**
Pénalités règlementaires	**100 000 €**
Fraude téléphonique	**100 000 €**

3.2. MONTANT DES FRANCHISES PAR SINISTRE :

1 000 € par sinistre au titre de toute autre garantie autre que la perte d'exploitation et frais supplémentaires

12 heures de remise en état des systèmes au titre de la garantie perte d'exploitation et frais supplémentaires

Néant au titre de la garantie Atteintes à l'image

IV - PRIME

Les modalités de calcul de la prime et les montants des primes sont indiqués à l'annexe N°2 de l'acte d'engagement. **Elles s'appliquent pour l'ensemble des garanties souscrites :**

FIN DE L'EXPRESSION DES BESOINS

◆◆◆◆

COMÉDIE FRANÇAISE

Lot N°6 Assurance Risque Cyber

Éléments techniques

Questionnaire Risque cyber

Statistique sinistre

Actuellement, la Comédie Française est assurée depuis le 1er janvier 2023 par un contrat souscrit auprès de la compagnie WAKAM / DATTAK et du cabinet SARRE ET MOSELLE présentant des garanties de même nature que celles du cahier des charges avec les franchises suivantes :

- Responsabilité civile : **1 000 €**
- Frais et pertes divers : **1 000 €**
- Cyber fraude : **1 000 €**
- Paiement d'une rançon : **1 000 €**
- Pertes d'exploitation : **12 heures**

ACAOP – Audit et Conseil en Assurance des Organismes Publics

CYBER Risk

Questionnaire nécessaire à l l'établissement du cahier des charges

ASSURANCE RISQUE CYBER
COMEDIE FRANCAISE

PREAMBULE :

Le présent questionnaire ne constitue aucun engagement de l'entité publique à souscrire un contrat d'assurance.
Il reste strictement confidentiel.

Le souscripteur déclare :

- que les réponses contenues dans le présent questionnaire sont, à sa connaissance, exactes ;
- avoir été informé qu'elles constituent les éléments d'appréciation du risque nécessaires à la fixation des primes et dont l'inexactitude serait susceptible de modifier les engagements de l'assureur (Code des assurances : article L. 113-8 "nullité du contrat" ; article L. 113-9 "réduction des indemnités").

L'entité publique ne peut cependant pas être engagé au-delà des réponses apportées à ce questionnaire.

Les assureurs peuvent demander tous renseignements complémentaires et, dès lors, reconnaissent avoir une connaissance suffisante du risque à garantir.

(*) Cocher (x) la case correspondante

1 - IDENTICATION DU SOUSCRIPTEUR

SOUSCRIPTEUR : Comédie française

ADRESSE ADMINISTRATIVE : Place Colette 75001 PARIS

N° SIRET :

ACTIVITES : Joindre rapport d'activité ou adresse du site

INFORMATIONS GENERALES :

Activités générales :

Montant du chiffre d'affaires ou du budget de fonctionnement : **60 millions €**

Effectif total :

Taux de marge brute : **Voir Budget ci-joint**

Nombre de serveurs virtuels **: 3**

Nombre de postes de travail informatisés : **250**

Budget annuel dédié à la Cyber sécurité : **50k€**

2 - NATURE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ENREGISTREES DANS LE SYSTEME D'INFORMATION :

-Données administratives : État civil, coordonnées

OUI * [X] NON * [ ]

-Données de santé :

OUI * [X] NON * [ ]

- Données bancaires :

OUI * [X] NON * [ ]

- Autres données à caractère personnel :

OUI * [X] NON * [ ]

- Données relatives à la propriété intellectuelle :

OUI * [X] NON * [ ]

- Volume de données personnelles gérées/détenues ?

< 500 000	X
500 000 - 1 000 000	□
1 000 000 – 3 000 000	□
> 3 000 000	□

3 - PROTECTION DES DONNEES :

- Vos données (ou une partie) sont-elles hébergées chez un tiers hébergeur ?

OUI * [X] NON * [ ]

Si oui, est-il agréé conformément au décret n° 2006-6 du 4 janvier 2006 (HDS) ?

OUI * [X] NON * [ ]

Nom de l'hébergeur : Microsoft, SDWorx, Arenametrix, ELAP

- Disposez-vous d'une personne en charge spécifiquement de la sécurité informatique qui rapporte régulièrement son activité à la Direction Générale (R.S.S.I = Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information) ?

OUI * [ ] NON * [X]

- Disposez-vous d'une personne en charge spécifiquement de la protection des données à caractère personnel (C.I.L = Correspondant Informatique & Libertés ou D.P.O = Data Protection Officer) ?

OUI * [X] NON * [ ]

- Existe-t-il une politique de Sécurité du Système d'Information (P.S.S.I) formalisée et approuvée par la Direction Générale ?

OUI * [ ] NON * [X]

- Le personnel est-il sensibilisé ou formé aux risques cyber au moins une fois par an ?

OUI * [ ] NON * [X]

- Maintenez-vous à jour un inventaire complet (cartographie) des composantes du système d'information (logiciels, matériels informatiques fixes et nomades) ?

OUI * [ ] NON * [X]

- Utilisez-vous un référentiel de sécurité du système d'information tel que l'ISO 27001 ou la PGSSI-S (Politique Générale de Sécurité des Systèmes d'Information de Santé) ?

OUI * [X] NON * [ ]

- Disposez - vous d'une politique de gestion des mots de passe (robustesse, durée limitée …) ?

OUI * [X] NON * [ ]

- A quelle fréquence les mots de passe doivent-ils impérativement être changés ?

……

- Fréquence de sauvegarde des données sur des supports stockés hors des sites d'exploitation où se trouvent les originaux (backup) ?

▪ Quotidienne	OUI *	[X]	NON *	[ ]
▪ Hebdomadaire	OUI *	[ ]	NON *	[ ]
▪ Mensuelle	OUI *	[ ]	NON *	[ ]
▪ Moins d'une fois par mois ou jamais	OUI *	[ ]	NON *	[ ]

- Existe-t-il une sauvegarde automatique des informations sur des supports stockés hors des sites d'exploitation où se trouvent les originaux (backup) ?

OUI * [X] NON * [ ]

- Votre système d'information est-il protégé par un logiciel antivirus (ou autre protection équivalente contre les malwares) avec mise à jour automatique de la version du logiciel et des signatures de virus ?

OUI * [X] NON * [ ]

- L'ensemble du réseau informatique est-il protégé par un pare-feu (firewall) ?

OUI * [X] NON * [ ]

- Tous les réseaux sans fil sont-ils sécurisés selon la norme de chiffrement WPA / WPA2 ou un standard plus récent ?

OUI * [X] NON * [ ]

- Utilisez-vous des logiciels et/ou du matériel informatique connecté (y compris matériel médical) qui ne bénéficient pas ou plus de mises à jour de sécurité du fabricant / fournisseur (par exemple matériel sous Windows XP) ?

OUI * [ ] NON * [X]

- Effectuez-vous la mise à jour des correctifs de sécurité (système d'exploitation et applications) dans les 90 jours suivant leur publication officielle ?

OUI * [X] NON * [ ]

- L'accès depuis des réseaux externes aux applicatifs et données internes se fait-il obligatoirement en utilisant une connexion VPN (Virtual Private Network) ou de niveau de sécurité équivalent ?

OUI * [X] NON * [ ]

- Les informations à caractère personnel et/ou confidentielles sortant de votre système d'information (exemple : utilisation de PC portables, smartphones, clés USB …) sont-elles systématiquement chiffrées ?

OUI * [ ] NON * [X]

- Disposez-vous d'un Plan de Secours Informatique (PSI) et d'un Plan de Continuité d'Activité (PCA) intégrant des scenarii liés à un incident de cyber-sécurité ?

OUI * [ ] NON * [X]

- Vos PSI et PCA sont-ils actualisés au moins une fois par an ?

OUI * [ ] NON * [X]

- Sécurisez-vous l'accès physique à vos installations (tous locaux), à vos matériels (informatiques, médicaux etc.) et à vos supports de stockage (supports informatiques amovibles, dossiers papier) qui contiennent des informations confidentielles ?

OUI * [X] NON * [ ]

- Au cours des trois dernières années, avez-vous été confronté à un incident de cybersécurité significatif (violation de la sécurité informatique, corruption du système ou perte de données, frais de notification) ?

OUI * [ ] NON * [X]

- Au cours des trois dernières années, avez-vous fait l'objet d'une violation de données à caractère personnel ayant entrainé une notification aux personnes concernées ?

OUI * [ ] NON * [X]

Si oui, indiquer le nombre de réclamations associées et leurs conséquences financières (coût de la notification et de l'indemnisation du préjudice) : ……

- Avez - vous connaissance de défauts/défaillances/vulnérabilités aux attaques/intrusions du système ?

OUI * [X] NON * [ ]

Si oui, donner des précisions : La vulnérabilité de tout système vient dans la très grande majorité des cas par une erreur humaine interne, c'est pourquoi la sensibilisation du personnel est primordial pour éviter toutes attaques/intrusion de notre système. Une campagne de sensibilisation a été lancée pour cette année 2026.
Un projet PSSI et PRA est lancé pour 2026-2027.

4 - ELEMENTS DE STATISTIQUE SINISTRE :

A demander et à communiquer uniquement si ce risque était précédemment assuré.

Statistique sinistre à demander aux assureurs actuels.

BUDGET RECTIFICATIF N°1 2025 DE LA COMEDIE FRANCAISE

Contrôles de cohérence des données entre les différents tableaux de la liasse budgétaire pour le budget présenté

Données	Tableau 1 Autorisations d'emplois	Tableau 2 Autorisations budgétaires	Tableau 3 Destinations & Origines	Tableau 3 bis PPI	Tableau 4 Équilibre financier	Tableau 5 Opérations pour compte de tiers	Tableau 6 Situation patrimoniale	Tableau 7 Plan de trésorerie	Tableau 8 Opérations liées aux recettes fléchées	Tableau 10 Synthèse	Cohérence globale (oui/non)	
Enveloppe de personnel (AE=CP)	33 514 963	33 514 963	33 514 963					33 514 963			OK	
Enveloppe de fonctionnement (AE)		10 450 633	10 450 633								OK	
Enveloppe de fonctionnement (CP)		10 450 633	10 450 633					10 450 633			OK	
Enveloppe d'intervention (AE)		-	-								OK	
Enveloppe d'intervention (CP)		-	-					-			OK	
Enveloppe d'investissement (AE)		20 342 923	20 342 923	20 342 923							OK	
Enveloppe d'investissement (CP)		16 478 226	16 478 226	16 478 226				16 478 226			OK	
Subvention pour charges de service public			25 522 421					25 522 421			OK	
Autres financements de l'État											OK	
Fiscalité affectée		-	-					-			OK	
Autres financements publics		-	-					-			OK	
Recettes propres		12 399 161	12 399 161					12 399 161			OK	
Financements de l'État fléchés		6 053 265	6 053 265					6 053 265	6 053 265		OK	
Autres financements publics fléchés		70 000	70 000					70 000	70 000		OK	
Recettes propres fléchées		3 400 000	3 400 000					3 400 000	3 400 000		OK	
Solde budgétaire		- 12 331 804	- 12 331 804		- 12 331 804					- 12 331 804	OK	
Opérations au nom et pour le compte de tiers (C)					1 411 353	1 411 353		1 411 353			OK	
Opérations au nom et pour le compte de tiers (D)					4 973 617	4 973 617		4 973 617			OK	
Emprunts, prêts, dépôts et cautionnements (D)					60 000			60 000			OK	
Emprunts, prêts, dépôts et cautionnements (C)					86 000			86 000			OK	
Niveau final de la trésorerie							9 105 675			9 105 674	erreur	Ecarts cts
Variation de la trésorerie					- 15 920 069		- 15 920 069	- 15 920 069		- 15 920 069	OK	
Niveau final du fonds de roulement							6 861 071			6 861 071	erreur	Ecarts cts
Variation du fonds de roulement							- 12 357 804			- 12 357 804	OK	
Variation du besoin en fonds de roulement							3 562 264			3 562 264	OK	
Résultat patrimonial							0			0	OK	
CAF / IAF							- 3 741 065			- 3 741 065	OK	
Restes à payer		3 864 697	3 864 697							3 864 697	OK	

TABLEAU 1
Autorisations d'emplois

POUR VOTE

Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	399		399

Rappel du plafond d'emplois rémunérés par le responsable de programme en ETPT (c)	

NB : Pour les opérateurs de l'État, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI (a) doit être inférieure ou égale au plafond notifié par le responsable du programme chef de file de l'État en conformité avec le plafond d'emplois législatif du programme (c).

POUR INFORMATION

Tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme (décomptant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme) et des autres dépenses de personnel

	EMPLOIS SOUS PLAFOND LFI		EMPLOIS HORS PLAFOND LFI		PLAFOND ORGANISME	
	ETPT	Dépenses de personnel*	ETPT	Dépenses de personnel*	ETPT	Dépenses de personnel*
EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR L'ORGANISME ET AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL (1 + 2 + 3 + 4)	**399**	**-**	**74**	**-**	**473**	**33 514 963**
1 - TITULAIRES	**-**	**-**			**-**	**-**
*** Titulaires État ****					**-**	**-**
*** Titulaires organisme (corps propre)**					**-**	**-**
2 - NON TITULAIRES	**399**	**-**	**74**	**-**	**473**	**33 514 963**
*** Contractuels de droit public**	**2**		**-**	**-**	**2**	**329 759**
ðCDI					-	-
ðCDD					-	-
. Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	2	329 759			2	329 759
*** Contractuels de droit privé**	**397**		**74**		**471**	**33 185 204**
ðCDI	392	24 252 650			392	24 252 650
ðCDD	5	1 109 650	74	7 822 904	79	8 932 554
3 - CONTRATS AIDÉS					**-**	**-**
4- AUTRES DÉPENSES DE PERSONNEL (autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés…)						**-**

*Dépenses de personnel relevant de l'enveloppe de dépenses de personnel du budget de l'organisme (en AE=CP). Le total des dépenses de personnel mentionné dans le tableau ci-dessus doit être égal au montant total des dépenses de personnel figurant dans le tableau des autorisations budgétaires. Par ailleurs, le total des emplois doit être égal au plafond d'autorisation d'emplois voté par l'organe délibérant (figurant ci-dessus pour vote).

NB : Pour les non opérateurs de l'Etat, aucune donnée ne doit être renseignée dans les colonnes "Emplois sous plafond LFI" et "Emplois hors plafond LFI". Les ETPT et dépenses de personnel afférents doivent être renseignés directement dans les colonnes "Plafond organisme".

Tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme et décomptant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme mais en fonction dans une autre entité (mises à disposition sortantes - ETPT et dépenses de personnel inclus dans le précédent tableau)

	EMPLOIS EN FONCTION DANS UNE AUTRE ENTITÉ, RÉMUNÉRÉS PAR L'ORGANISME ET DÉCOMPTÉS DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS	
	ETPT**	Dépenses de personnel**
EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR L'ORGANISME (5 + 6)	**0**	**0**
5 - Emplois remboursés à l'organisme		
6 - Emplois non remboursés à l'organisme		

**Nombre d'emplois en ETPT décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de personnel du budget de l'organisme.

Tableau détaillé des emplois rémunérés par d'autres personnes morales et ne décomptant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme (mises à disposition entrantes)

	EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME, NON RÉMUNÉRÉS PAR LUI ET NON DÉCOMPTÉS DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS	
	ETPT***	Dépenses de fonctionnement***
EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (7 + 8)	**0**	**0**
7 - Emplois remboursés par l'organisme		
8 - Emplois non remboursés par l'organisme		

***Nombre d'emplois en ETPT non décomptés dans la présentation des emplois de l'organisme soumise au vote de l'organe délibérant et dépenses de fonctionnement afférentes relevant de l'enveloppe de fonctionnement du budget de l'organisme.

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires

Note méthodologique : La colonne "prévision d'exécution" a vocation à matérialiser une prévision d'atterrissage qui serait différente des montants présentés au vote lors du dernier BR, notamment dans l'hypothèse où l'organisme ne présente pas de BR de fin d'exercice lors de la même séance du CA que celle délibérant sur le projet de BI. Si un BR de fin d'exercice est bien présenté en même temps que le projet de BI, et que l'organisme considère que sa prévision d'exécution 2023 est strictement identique aux montants du BR, la maquette du BI 2024 pourra au choix présenter deux colonnes avec les mêmes montants, ou une seule colonne intitulée « dernier BR 2023 et prévision d'exécution 2023 ». Cela devra également être bien précisé dans la note de présentation de l'ordonnateur sur le projet de BI.

	POUR RAPPEL						POUR VOTE					
DÉPENSES	**CF 2023**		**CF 2024**		**BI 2025**		**BR1 2025**		**Écarts BR1 2025 / BI 2025**		**Écarts BR1 2025 / CF 2024**	
	Montants		Montants		Montants		Montants		Montants		Montants	
	AE	*CP*	*AE*	*CP*	*AE*	*CP*	*AE*	*CP*	*AE*	*CP*	*AE*	*CP*
Personnel	**31 005 644**	**31 005 644**	**32 537 270**	**32 537 270**	**32 824 963**	**32 824 963**	**33 514 963**	**33 514 963**	**690 000**	**690 000**	**977 693**	**977 693**
dont contributions employeur au CAS Pension									-	-	-	-
Fonctionnement	**8 905 230**	**8 296 704**	**9 304 454**	**8 602 402**	**9 714 033**	**9 714 033**	**10 450 633**	**10 450 633**	**736 600**	**736 600**	**1 146 178**	**1 848 231**
Intervention	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Investissement	**8 225 660**	**4 866 217**	**8 572 573**	**7 793 553**	**12 892 609**	**14 766 066**	**20 342 923**	**16 478 226**	**7 450 314**	**1 712 160**	**11 770 350**	**8 684 673**
TOTAL DES DÉPENSES AE (A) ET CP (B)	**48 136 533**	**44 168 564**	**50 414 297**	**48 933 224**	**55 431 604**	**57 305 061**	**64 308 518**	**60 443 821**	**8 876 914**	**3 138 760**	**13 894 221**	**11 510 597**

RECETTES	**CF 2023**	**CF 2024**	**BI 2025**	**BR1 2025**	**Écarts BR1 2025 / BI 2025**	**Écarts BR1 2025 / CF 2024**
	Montants	Montants	Montants	Montants	Montants	Montants
Recettes globalisées	**37 713 003**	**34 143 686**	**37 132 899**	**37 921 582**	**788 683**	**3 777 896**
Subvention pour charges de service public	25 055 574	20 587 550	25 522 421	25 522 421	-	4 934 871
Subvention pour charges d'investissement	-	667 170	-	-	-	- 667 170
Autres financements de l'État	1 040 000	-	-	-	-	-
Fiscalité affectée	-	-	-	-	-	-
Autres financements publics	-	-	-	-	-	-
Recettes propres	11 617 429	12 888 965	11 610 478	12 399 161	788 683	- 489 804
Recettes fléchées	**6 544 140**	**10 225 414**	**9 663 435**	**10 190 435**	**527 000**	**- 34 979**
Subvention pour charges d'investissement fléchée	**-**	**5 767 915**	**667 170**	**667 170**	**-**	**- 5 100 745**
Autres financements de l'État fléchés	4 134 405	-	5 556 265	6 053 265	497 000	6 053 265
Autres financements publics fléchés	50 000	90 197	40 000	70 000	30 000	- 20 197
Recettes propres fléchées	2 359 735	4 367 302	3 400 000	3 400 000	-	- 967 302
TOTAL DES RECETTES (C)	**44 257 143**	**44 369 100**	**46 796 334**	**48 112 017**	**1 315 683**	**3 742 917**

SOLDE BUDGÉTAIRE	**CF 2023**	**CF 2024**	**BI 2025**	**BR1 2025**	**Écarts BR1 2025 / BI 2025**	**Écarts BR1 2025 / CF 2024**
EXCÉDENT (D1 = C - B)	**88 578**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
DÉFICIT (D2 = B - C)	**-**	**4 564 124**	**10 508 727**	**12 331 804**	**1 823 077**	**7 767 680**

TABLEAU 10
Synthèse budgétaire et comptable

				POUR RAPPEL			POUR INFORMATION
				CF 2023	CF 2024	BI 2025	BR1 2025
Niveaux initiaux	1	**Niveau initial de restes à payer nets des retraits d'engagements juridiques sur exercices antérieurs à N**		**2 094 215**	**6 062 184**	**6 815 153**	**7 543 257**
	2	**Niveau initial du fonds de roulement**		**24 376 124**	**25 652 337**	**18 325 161**	**19 218 875**
	3	**Niveau initial du besoin en fonds de roulement**		**- 5 762 978**	**- 4 981 371**	**- 2 704 892**	**- 5 806 867**
	4	**Niveau initial de la trésorerie**		**30 139 102**	**30 633 708**	**21 030 054**	**25 025 742**
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée		2 345 000	12 194 325	11 186 620	2 477 106
	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée		27 794 102	18 439 383	9 843 434	22 548 636
Flux de l'année	5	**Autorisations d'engagement**		**48 136 533**	**50 414 297**	**55 431 604**	**64 308 518**
	6	**Résultat patrimonial**		**398 512**	**368 286**	**0**	**0**
	7	**Capacité ou insuffisance d'autofinancement (CAF / IAF)**		**298 713**	**- 5 437 846**	**- 2 433 148**	**- 3 741 065**
	8	**Variation du fonds de roulement**		**1 276 212**	**- 6 433 462**	**- 10 534 727**	**- 12 357 804**
	9	**Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire**		**- 27 839**	**- 33 309**	**- 26 000**	**- 26 000**
	10	**Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF**	**SENS**	**1 222 197**	**- 78 900**	**-**	**-**
		Variation des stocks	+ / -	**81 117**	**- 78 900**		
		Charges sur créances irrécouvrables	-	**1 141 080**			
		Produits divers de gestion courante	+				
	11	**Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie**	**SENS**	**- 6 723**	**- 1 757 129**	**-**	**-**
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	**- 6 723**			
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -		**- 1 757 129**		
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -				
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -				
	12	**Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11**		**88 577**	**- 4 564 125**	**- 10 508 727**	**- 12 331 804**
	12.a	Recettes budgétaires					
	12.b	Crédits de paiement ouverts					
	13	**Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires**		**- 406 028**	**1 043 841**	**3 163 025**	**3 588 264**
	14	**Variation de la trésorerie = 12 - 13**		**494 605**	**- 5 607 966**	**- 13 671 752**	**- 15 920 069**
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée			- 9 717 219	- 7 892 245	- 7 381 830
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée		494 607	4 109 253	- 5 779 507	- 8 538 239
	15	**Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13**		**781 607**	**- 825 496**	**3 137 025**	**3 562 264**
	16	**Variation des restes à payer**		**3 967 969**	**1 481 073**	**- 1 873 457**	**3 864 697**
Niveaux finaux	17	**Niveau final de restes à payer**		**6 062 184**	**7 543 257**	**4 941 696**	**11 407 954**
	18	**Niveau final du fonds de roulement**		**25 652 336**	**19 218 875**	**7 790 434**	**6 861 071**
	19	**Niveau final du besoin en fonds de roulement**		**- 4 981 371**	**- 5 806 867**	**432 133**	**- 2 244 603**
	20	**Niveau final de la trésorerie**		**30 633 707**	**25 025 742**	**7 358 301**	**9 105 674**
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée		2 345 000	2 477 106	3 294 375	- 4 904 723
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée		28 288 709	22 548 636	4 063 926	14 010 397

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

REPARTITION ANALYTIQUE DU BUDGET RECTIFICATIF N°1 DE 2025

		TOM	Artistique		Autres		2ème partie		Total
			Production	Exploitation					
Fonctionnement courant	Secrétariat général	174 268		677 000	Boutique	485 000	Tournées	1 264 300	10 450 633
	Direction technique	382 265	247 000	81 000	Publications		Audio 75% :	48 750	
	ADM/DG	1 053 000			Bibliothèque	53 000	(radios		
	DRH	356 000			Audiovisuel 25%	16 250	captations)		
	Mécénat / Galas	10 000		123 000	Ateliers éducatifs	100 000	SCF	36 000	
	Archivage spect			117 000					
	Générique (Dir. Prod)	5 000	430 500	840 300					
	Costumes	30 000	177 000	90 500					
	DBE	2 883 500							
	DSI	770 000							
	s/total	**5 664 033**	**854 500**	**1 928 800**		**654 250**		**1 349 050**	
Dépenses de personnel	Personnel adm	10 510 002	125 500	687 280	Boutique	252 000	Tournées	552 300	33 514 963
	Personnel artistique	4 817 766	506 851	972 251	Publications	82 170	Audio 75%	384 676	
	Personnel technique	13 810 735	67 835	248 341	Mécénat	248 300	Tom		
					Audiovisuel 25%	128 226	Reversement P1		
					Médiation	110 730			
	Pensions sociétaires				Coproductions	10 000			
	Partage								
	s/total	**29 138 503**	**700 186**	**1 907 872**		**831 426**		**936 976**	
Sous total		**34 802 536**	**1 554 686**	**3 836 672**		**1 485 676**		**2 286 026**	**43 965 596**
Ecritures d'ordre	Provisions								2 430 531
	Amortissements	2 420 196						10 335	
Total		**37 222 732**	**1 554 686**	**3 836 672**		**1 485 676**		**2 296 361**	**46 396 127**

		TOM	Artistique		Autres		2ème partie		Total
			Production	Exploitation					
Recettes	Galas			120 000	boutique	700 000	tournées	2 117 828	40 224 531
	Mécénat / Partenariats	2 176 684			publications		audiovisuel 75%	550 920	
	Reversements tournées				bibliothèque	135 000			
	ADM				audiovisuel 25%	183 640			
	Secrétariat général dont Billetterie	49 773		8 110 000					
	DBE / DT	62 000							
	Reversements IJSS	400 000							
	Subvention Ville de Paris	56 265							
	Subvention MCC	25 522 421							
	Subvention Ministère éducation national	40 000							
Sous total		**28 307 143**	**-**	**8 230 000**	**-**	**1 018 640**	**-**	**2 668 748**	**40 224 531**
Ecritures d'ordre	Reprises sur provisions	3 764 551				-			6 171 596
	Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	2 407 045							
Total		**34 478 739**	**-**	**8 230 000**	**-**	**1 018 640**	**-**	**2 668 748**	**46 396 127**

Résultat : 0

DATTAK.
La meilleure défense

Souscripteur du contrat
LA COMÉDIE-FRANÇAISE
SIRET n°**30297714500010**

Relevé de sinistralité

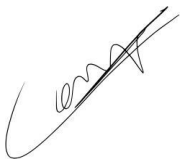
Le relevé ci-dessous est émis en date du **24/07/2026.**
La société Dattak atteste que l'entreprise mentionnée ci-dessus a souscrit à une assurance cyber Dattak et qu'elle est garantie des conséquences pécuniaires dont il peut être déclaré responsable à la suite d'un incident garanti aux conditions Particulières et Générales du contrat.

Contrat n° **22101100001**;
Souscrit pour la période de validité du **01/01/2023** au **24/07/2026** ;

Détail de l'incident

La société Dattak atteste que l'entreprise mentionnée ci-dessus n'a subi aucun sinistre en date du **24/07/2026**.

Fait à Paris, le *24/07/2026*.



Charlotte Couallier, CEO

Le distributeur : Dattak (Cyberline), société de courtage d'assurances régie par le Code des Assurances au capital de 34 969,60 €, dont le siège social est sis au 65 boulevard Lannes, Paris 75016, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles, sous le numéro 907 857 817 – N° ORIAS 220 028 72.
Les porteurs de risque : Wakam, Société Anonyme au capital de 4 874 112 €, dont le siège social est 120-122 rue Réaumur 75002 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, sous le numéro 562 117 085. Entreprise régie par le Code des assurances et soumise à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR, 4 Place de Budapest CS 92459, 75436 Paris / Hannover Re, 3ème réassureur mondial / SCOR, 6ème réassureur mondial.